

**Arrêté n° PCICP2025267-0003**

Arrêté préfectoral complémentaire portant modification de la surveillance des milieux du site de la société CALDIC FRANCE implanté sur le territoire de la commune de BARBEREY-SAINT-SULPICE

---

Le préfet de l'Aube  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 511-1, R. 181-45, R. 512-39-1 à R 512-39-3 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 55-4132 du 28 décembre 1955 applicable à la société DUCANCEL ET HEBERT ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 56-406 du 2 février 1956 applicable à la société DUCANCEL ET HEBERT ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 65-1337 du 14 avril 1965 applicable à la société DUCANCEL ET HEBERT ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 65-4302 du 21 octobre 1965 applicable à la société DUCANCEL ET HEBERT ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 79/6387 du 21 novembre 1979 à la société DUCANCEL ET HEBERT ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013329-0001 du 25 novembre 2013 applicable à la société CALDIC EST ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDT\_SG\_2015830\_0003 du 26 novembre 2015 applicable à la société CALDIC EST ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDT\_SG\_2016103\_0001 du 12 avril 2016 applicable à la société CALDIC FRANCE ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° BENV2017136\_002 du 16 mai 2017 applicable à la société CALDIC FRANCE ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2019232-0002 du 13 juillet 2019 prescrivant la poursuite de la surveillance de la qualité des milieux et autorisant la levée du confinement hydraulique et encadrant la poursuite de la surveillance des milieux pour les installations de la société CALDIC FRANCE ;
- VU** la déclaration de la société CALDIC EST de rachat des établissements DUCANCEL ET HEBERT le 21 mars 1997 ;
- VU** le courrier du 11 mars 2016 indiquant un changement de dénomination sociale de CALDIC EST vers CALDIC FRANCE ;

**VU** les rapports A97224/A et A98451/A réalisés par la société CALDIC FRANCE sur le suivi environnemental autour du site de BARBEREY-SAINT-SULPICE ;

**VU** le rapport A96935/B sur les études en vue de l'arrêt de la barrière hydraulique sur le site de BARBEREY-SAINT-SULPICE ;

**VU** l'avis de l'Agence Régionale de Santé Grand Est en date du 23 avril 2019 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 14 juin 2019 ;

**VU** la note de la société n° A113706/A du 29 octobre 2021 demandant l'allègement de la surveillance ;

**VU** l'avis de l'Agence Régionale de Santé Grand Est en date du 8 avril 2025 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 22 mai 2025 ;

**VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société par courrier recommandé avec accusé de réception du 8 août 2025 ;

**VU** les observations formulées par la société sur ce projet par courrier électronique du 19 août 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que la société CALDIC FRANCE est, à la suite du rachat de la société DUCANCEL et HEBERT, le dernier exploitant du site de l'ancien dépôt de produits chimiques et d'engrais situé à BARBEREY-SAINT-SULPICE ;

**CONSIDÉRANT** que ce site de l'ancien dépôt de produits chimiques et d'engrais présente des pollutions des sols qui ont migré vers les eaux souterraines et que le panache de pollution s'étend en dehors des limites du site ;

**CONSIDÉRANT** que le site doit être maintenu dans un état tel qu'il ne présente aucun danger ou inconvénient à l'encontre des intérêts visés à l'article L. 511.1 du code de l'environnement, notamment la protection des populations ;

**CONSIDÉRANT** que le dépassement des valeurs de gestion pour le tétrachloroéthylène et le trichloroéthylène pour la qualité de l'air intérieur, définies par le haut conseil de la santé publique, dans des habitations situées en aval hydraulique du site, peut engendrer un risque pour une exposition à long terme des personnes ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la réunion à la préfecture de l'Aube du 3 décembre 2024 en présence notamment des représentants de l'exploitant, les services de l'État ont statué sur la nécessité du maintien d'une surveillance des effets de la pollution générée par l'exploitation du site et hors site ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Objet**

La société CALDIC FRANCE, dont le siège social est situé ZI, 8 rue de l'Industrie, 63800 COURNON-D'AUVERGNE, ci-après dénommée « exploitant », est tenu de respecter les dispositions du présent arrêté pour son site implanté rue de la Garenne à BARBEREY-SAINT-SULPICE.

## **Article 2 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines et des gaz du sol**

### **Article 2.1 : Réseau de surveillance des eaux souterraines et des gaz du sol**

Le plan du réseau de surveillance figure en annexe 1 du présent arrêté :

- sur site, le réseau de suivi comprend les ouvrages suivants : P1, Pz1 (9-10m), Pz1 (15-16m), P6 et P8 ;
- hors site, le réseau de surveillance comprend les doublets de piézaires/piézomètres Pg3/RS3, Pg4/PzA ; PgB/PzB ; PgC/PzC ; PgD/PzD ; PgE/RS4; PgF/RS5 et le puitsg Dupays/puits Dupays.

### **Article 2.2 : Le programme de surveillance**

#### **Article 2.2.1 – Eau souterraines**

Le programme analytique pour le suivi des eaux souterraines est :

- Composés organiques halogénés volatils (COHV) :
  - tétrachloroéthylène (PCE) ;
  - trichloroéthylène (TCE) ;
  - 1,1-dichloroéthylène (1,1-DCE) ;
  - cis-1,2-dichloroéthylène (cis 1,2-DCE) ;
  - trans-1,2-dichloroéthylène (trans 1,2-DCE) ;
  - Chlorure de vinyle (CV) ;
  - 1,1,1-trichloroéthane (111-TCA) ;
  - dichlorométhane (CH<sub>2</sub>Cl<sub>2</sub>) ;
- BTEX (Benzène, Toluène, Éthylbenzène et Xylènes) + somme des CAV uniquement sur PzA et P1.

En ce qui concerne le réseau sur site, la fréquence de suivi est trimestrielle.

En ce qui concerne le réseau hors site, la fréquence de suivi est trimestrielle en l'absence d'anomalie.

Le suivi est réalisé de manière concomitante au suivi des gaz du sol et au suivi de la qualité de l'air intérieur visés respectivement aux articles 2.2.2 et 3 du présent arrêté.

Les analyses sont effectuées par un laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement.

L'exploitant transmet les résultats de ces analyses à l'inspection des installations classées et à l'agence régionale de santé en les accompagnant des commentaires nécessaires ainsi que des éventuelles propositions d'action en cas d'apparition d'anomalie dans les eaux souterraines.

#### **Article 2.2.2 – Gaz du sol**

Le programme analytique pour le suivi des gaz du sol porte sur l'ensemble des composés Organo-Halogénés Volatils (COHV) tels que définis à l'article 2.2.1 du présent arrêté.

La fréquence de suivi est trimestrielle en l'absence d'anomalie. Le suivi est réalisé de manière concomitante au suivi des eaux souterraines et à celui de la qualité de l'air intérieur visés respectivement aux points 2.2.1 et à l'article 3 du présent arrêté.



Les analyses sont effectuées par un laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement.

L'exploitant transmet les résultats de ces analyses à l'inspection des installations classées et à l'agence régionale de santé en les accompagnant des commentaires nécessaires ainsi que des éventuelles propositions d'action en cas d'apparition d'anomalie dans les gaz du sol.

### **Article 3 : Surveillance de la qualité de l'air intérieur des habitations**

Les parcelles 18, 34, 38 et 48, situées en aval hydraulique du site font l'objet d'une surveillance trimestrielle de la qualité de l'air intérieur. Cette surveillance concernera les paramètres suivants :

- Composés organiques halogénés volatils (COHV) :
  - tétrachloroéthylène (PCE) ;
  - trichloroéthylène (TCE) ;
  - 1,1-dichloroéthylène (1,1-DCE) ;
  - cis-1,2-dichloroéthylène (cis 1,2-DCE) ;
  - trans-1,2-dichloroéthylène (trans 1,2-DCE) ;
  - Chlorure de vinyle (CV) ;
  - 1,1,1-trichloroéthane (111-TCA)-dichlorométhane (CH<sub>2</sub>Cl<sub>2</sub>).

L'exploitant transmet les résultats de ces analyses à l'inspection des installations classées et à l'agence régionale de santé en les accompagnant des commentaires nécessaires ainsi que des éventuelles propositions d'action en cas d'apparition d'anomalie dans l'air intérieur des habitations.

### **Article 4 : Bilan de surveillance**

Le contenu de l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2019232-0002 du 13 juillet 2019 ci-dessus cité est remplacé par les dispositions suivantes :

*« L'exploitant fournit un rapport annuel sur la surveillance mise en place autour du site. Ce bilan fera apparaître, notamment :*

- *L'évolution des valeurs relevées dans les eaux souterraines et l'air intérieur ;*
- *Les dépassements des valeurs de référence relevés dans l'air intérieur ;*
- *Les mesures de gestion mises en place à l'issue de ces dépassements ainsi que le suivi de leur efficacité ;*
- *Une proposition de programme de surveillance adaptée aux données observées. ».*

### **Article 5 : Notification et publication**

Le présent arrêté est notifié au directeur de la société CALDIC FRANCE.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de BARBEREY-SAINT-SULPICE pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par le maire de BARBEREY-SAINT-SULPICE, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

## **Article 6 : Abrogations**

Les articles 3 et 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2019232-0002 du 13 juillet 2019 sont abrogés.

Le titre V de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDT\_SG\_2016103\_0001 du 12 avril 2016 est abrogé.

## **Article 7 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et la maire de NOGENT-SUR-SEINE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée pour information à la sous-préfète de Nogent-sur-Seine.

Troyes, le 24 SEP. 2025

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Franck DORGE

**Délais et voies de recours :** En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;  
2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**Obligation de notification des recours :** Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.

## Annexe n°1 : Plan du réseau de surveillance

